



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

## Hors commission - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil de Métropole de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour tenir compte des besoins de la Collectivité :

### ***I. Créations de postes permanents***

Il est proposé la création nette de 3 postes permanents liés à la réorganisation du Pôle numérique et donnée (régularisation), du Pôle finances et conseil en gestion (mis à disposition/partenariat avec services fiscaux DDFIP - Taxe friches commerciales) et du Pôle déchets et cycles de l'eau et la création nette de 1 poste permanent à la Mission Europe, contractualisation et partenariats et 1 poste permanent au Pôle attractivité, développement économique et emploi.

Par ailleurs, 1 création de poste au Pôle sécurité et tranquillité publique est liée au transfert d'un poste de la Ville du même Pôle, et 2 créations permettent de pérenniser la situation d'agents en mobilité ou d'accueillir des agents sur postes réservés (1 poste au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen et 1 poste au Pôle proximité espaces publics).

La création de 2 postes est gagée par la suppression de postes (1 au Pôle déchets et cycles de l'eau et 1 au Pôle proximité espaces publics).

Enfin, la création au Pôle déchets et cycles de l'eau de 5 postes va permettre de déprécariser des agents non titulaires du service de la régie de collecte et biodéchets.

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs les 15 postes permanents mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

### ***II. Transformations***

Il est proposé de transformer 4 postes permanents, mentionnés à l'**annexe 2** ci-jointe.

### ***III. Mises en conformité***

Les 17 emplois permanents à temps complet pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'**annexe 3** ci-jointe.

### ***IV. Suppressions***

Les 3 postes permanents proposés à la suppression, après avis du Comité Social Territorial du 24 novembre dernier, tout comme 1 poste de contrat de projet, sont mentionnés dans l'**annexe 4**.

## ***V. Création de postes non permanents (contrats de projet)***

Il est proposé de créer 1 poste non permanent conformément à l'article L.332-14 relatif au contrat de projet dans la fonction publique au Pôle finances et conseil en gestion, mentionné également dans l'**annexe I**.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

## ***VI. Ouverture de postes aux agents non titulaires***

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-255663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 - Créations.pdf
- Annexe 2 - Transformations.pdf
- Annexe 3 - Mises en conformité.pdf
- Annexe 4 - Suppressions.pdf
- Annexe 5 - Confirmations.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.